

**Convention collective**

IDCC : 9553. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE, ÉLEVAGES  
SPÉCIALISÉS, PRODUCTIONS FRUITIÈRE ET VITICOLE, ENTREPRISES  
DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMÉNAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS  
(MEUSE)**

**(28 septembre 1967)**

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1968,  
*Journal officiel* du 8 mars 1968)

AVENANT N° 132 DU 25 NOVEMBRE 2009  
À L'ACCORD DU 30 OCTOBRE 1997 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS1097055M*

IDCC : *9553*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meuse ;

Les entreprises de travaux agricoles de la Meuse ;

La fédération des CUMA,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFDT de la Meuse ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO de la Meuse ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC de Lorraine ;

L'union départementale des syndicats de Lorraine CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des paragraphes 6.1.2, 6.1.3 et 6.14 de l'article 6 de l'annexe IV du 30 octobre 1997, dénommé « Prestations », à la présente convention collective de travail, sont annulées et remplacées par le libellé suivant :

« 6.1.2. Conditions d'ancienneté, délais de carence, montant et durée de l'indemnisation

En cas d'arrêt de travail du salarié survenant postérieurement à la date d'effet du contrat d'adhésion, il est versé à l'entreprise adhérente une indemnité complémentaire à celle de la mutualité sociale agricole dans les conditions ci-dessous :

ORIGINE de l'arrêt	ANCIENNETÉ requis	FRANCHISE (lors de chaque arrêt)	INDEMNISATION	
			Montant mensuel	Durée
Maladie ou accident de la vie privée	3 mois de présence dans l'ex- ploitation	5 jours	90 % du salaire de référence (*)	<ul style="list-style-type: none"><li>- 90 jours pour une ancienneté inférieure à 23 ans</li><li>- 105 jours pour une ancienneté comprise entre 23 et 28 ans</li><li>- 120 jours pour une ancienneté comprise entre 28 et 33 ans</li><li>- 135 jours pour une ancienneté supérieure à 33 ans</li></ul>
Accident du travail ou maladie profession- nelle	3 mois de présence dans l'ex- ploitation	Aucune		

(\*) Le salaire pris en compte pour la détermination de l'assiette des prestations est le salaire brut mensuel que l'intéressé aurait gagné s'il avait continué à travailler, dans la limite de 4 fois le plafond mensuel de la sécurité sociale.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence de l'intéressé dans l'établissement. Toutefois si, par suite de l'absence de l'intéressé, l'horaire du personnel restant au travail devait être augmenté, cette augmentation ne serait pas prise en considération pour la fixation de la rémunération.

Le niveau d'indemnisation s'entend sous déduction des indemnités journalières versées par la mutualité sociale agricole et des régimes complémentaires de prévoyance mais en ne retenant, dans ce dernier cas, que la part des prestations résultant des versements de l'employeur. Lorsque les indemnités de la mutualité sociale agricole sont réduites, elles sont réputées être servies intégralement.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

L'indemnisation s'effectue sur la base de jours calendaires décomptés par année mobile arrière.

En effet, pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable ci-dessus. »

## Article 2

Les dispositions des paragraphes 6.2.2 à 6.2.4 sont annulées et remplacées comme suit :

### « 6.2.2. Début de l'indemnisation

Le versement des indemnités journalières intervient à l'issue de la période d'indemnisation prévue au titre de la garantie de rémunération. Pour le personnel ne bénéficiant pas de la garantie de rémunération, le versement intervient après une franchise fixe de 90 jours.

### 6.2.3. Montant de l'indemnité journalière

Il s'élève à 75 % de la 360<sup>e</sup> partie du salaire de référence (1) y compris les prestations versées par la mutualité sociale agricole.

### 6.2.4. Durée de l'indemnisation

Les prestations sont versées tant que dure l'indemnisation de la mutualité sociale agricole sans pouvoir excéder le 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Dans tous les cas, le versement des prestations cesse à la date de reprise de travail, à la date de mise en invalidité, à la date d'effet de la retraite ou au décès du salarié.

En tout état de cause, le cumul des indemnités perçues au titre du régime de la mutualité sociale agricole et du régime de prévoyance ainsi que de tout autre revenu ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité.

Revalorisation : les indemnités journalières incapacité de travail et les rentes invalidité sont revalorisées périodiquement en fonction d'un indice fixé par le conseil d'administration d'AG2R-Prévoyance. »

## Article 3

Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 « Cotisations » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les cotisations sont ventilées comme suit :

	TAUX contractuels sur TA + TB	TAUX d'appel exercices 2010, 2011 et 2012, sur TA + TB	PART employeur	PART salarié
Garantie de rémunération	0,62 %	0,53 %	0,48	0,05
Incapacité de travail	0,23 %	0,20 %		0,20
Invalidité	0,14 %	0,13 %		0,13
Total	0,99 %	0,86 %	0,48	0,38

(1) Le salaire à prendre en considération est le salaire brut des 4 trimestres civils précédant celui au cours duquel est survenu l'arrêt dans la limite de 4 fois plafond annuel de la sécurité sociale.

#### **Article 4**

Les présentes dispositions s'appliqueront le premier mois du trimestre suivant l'arrêté d'extension. Les taux d'appel précités seront applicables pendant 36 mois à compter de la date d'application effective du présent l'accord.

#### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé aux services de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meuse.

Fait à Verdun, le 25 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)